

NATIONS UNIES



CONSEIL DE SÉCURITÉ

DOCUMENTS OFFICIELS

VINGT-DEUXIÈME ANNÉE

1370^e SÉANCE : 25 OCTOBRE 1967

NEW YORK

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Ordre du jour provisoire (S/Agenda/1370)	1
Adoption de l'ordre du jour	1
La situation au Moyen-Orient :	
a) Lettre, en date du 24 octobre 1967, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la République arabe unie (S/8207);	
b) Lettre, en date du 24 octobre 1967, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent d'Israël (S/8208)	1

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cotes S/. . .) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité, numérotées selon un système adopté en 1964, sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*. Ce nouveau système, appliqué rétroactivement aux résolutions antérieures au 1er janvier 1965, est entré pleinement en vigueur à cette date.

MILLE TROIS CENT SOIXANTE-DIXIEME SEANCE

Tenue à New York, le mercredi 25 octobre 1967, à 11 heures.

Président : M. Senjin TSURUOKA (Japon).

Présents : Les représentants des Etats suivants : Argentine, Brésil, Bulgarie, Canada, Chine, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Japon, Mali, Nigéria, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Union des Républiques socialistes soviétiques.

Ordre du jour provisoire (S/Agenda/1370)

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. La situation au Moyen-Orient :
 - a) Lettre, en date du 24 octobre 1967, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la République arabe unie (S/8207);
 - b) Lettre, en date du 24 octobre 1967, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent d'Israël (S/8208).

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient :

- a) Lettre, en date du 24 octobre 1967, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la République arabe unie (S/8207);
- b) Lettre, en date du 24 octobre 1967, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent d'Israël (S/8208);

1. Le **PRESIDENT** : Conformément à la décision prise à la 1369^{ème} séance, et avec l'assentiment du Conseil, je me propose d'inviter les représentants d'Israël, de la République arabe unie, de la Jordanie et de la République arabe syrienne à prendre place à la table du Conseil afin de participer, sans droit de vote, à la discussion.

Sur l'invitation du Président, M. G. Rafael (Israël), M. M. A. El Kony (République arabe unie), M. A. M. Rifa'i (Jordanie) et M. A. Daoudy (Syrie) prennent place à la table du Conseil.

2. Le **PRESIDENT** : Le premier orateur inscrit sur ma liste ce matin est le représentant du Nigéria, à qui je donne la parole.

3. **M. ADEBO (Nigéria) [traduit de l'anglais]** : Je voudrais joindre ma voix à celle des représentants qui ont déjà dit quels sentiments d'horreur et de consternation suscitaient en eux les récents événements du Moyen-Orient. A diverses reprises, mon pays a déjà eu l'occasion de souligner que, si le différend qui oppose Arabes et Israéliens au Moyen-

Orient n'est pas réglé une fois pour toutes, le Conseil de sécurité continuera de se trouver en présence d'explosions de violence de cette nature.

4. Au cours du débat général qui vient de se dérouler à l'Assemblée générale, en séance plénière, le Commissaire aux affaires extérieures du Nigéria, passant en revue la situation au Moyen-Orient, s'est exprimé en ces termes :

"... On est maintenant généralement d'accord pour reconnaître qu'aucun pays ne devrait pouvoir réaliser des avantages territoriaux par voie de conquête militaire. On est également d'accord pour dire que nous devons contribuer à créer au Moyen-Orient un climat politique qui permettra dorénavant à tous les habitants de cette région de vivre dans une paix et une sécurité raisonnables¹."

L'impression que la délégation nigériane a tirée du débat général est que l'instance la plus qualifiée pour essayer de rétablir une situation normale au Moyen-Orient n'était pas l'Assemblée générale mais le Conseil de sécurité. Nous avons donc été fort heureux de constater que la plupart des délégations des Etats Membres de l'Organisation, y compris les parties directement intéressées au différend arabo-israélien, partageaient ce point de vue.

5. Le Conseil de sécurité a commencé d'agir il y a déjà deux ou trois semaines. Cela, je le dis pour assurer ceux qui, dans le monde entier, ont les yeux fixés sur nous que ce qui vient de se produire n'est pas imputable à l'inertie des membres du Conseil de sécurité, mais qu'il s'agit d'un événement déplorable dont ils ne peuvent être tenus responsables. Ces jours derniers, nous nous sommes réunis quotidiennement sous la direction d'un président aussi éminent que plein d'expérience pour essayer de trouver une formule nous permettant de mettre un terme à ce genre d'événement.

6. Il y a deux jours, beaucoup d'entre nous avaient l'impression qu'il y avait une lueur d'espoir. Étant donné la situation, nous ne pouvions guère compter sur mieux. Et chacun a donc redoublé d'efforts pour essayer de voir ce qui pouvait être fait. C'est donc avec la plus grande consternation que la délégation nigériane, comme les autres membres de l'Assemblée générale, a appris qu'il y avait eu au Moyen-Orient un incident auquel était mêlé un navire de la marine israélienne.

7. Nous attendions des rapports sur les circonstances de l'incident, sur la position du navire, sur les raisons de sa présence en cet endroit, sur le point de savoir qui avait

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Séances plénières, 1586^{ème} séance, par. 137.

ouvert le feu sur lui et pourquoi, car il nous semblait que, une fois en possession de ces renseignements, le Conseil de sécurité devait se saisir de la question. Or, que s'est-il passé ? Un acte a été commis hier, de ceux que le Conseil de sécurité a maintes et maintes fois dénoncés et condamnés, un acte qui ressemble fort à une mesure de représailles. Peut-être, après enquête, apprendrons-nous que cette impression n'était pas justifiée, mais, si cet acte est vraiment ce qu'il paraît être, je ne puis que déplorer vivement que l'initiative en revienne aux autorités israéliennes. Et je dis cela après avoir pesé mes paroles, parce que cela correspond à la position qui a toujours été celle de mon gouvernement en cette enceinte.

8. S'il est prouvé que le navire israélien a été coulé dans des circonstances qui ne justifiaient pas qu'on l'attaquât, le Gouvernement nigérian s'associera à toute condamnation de cette action. Mais nous nous associerons également à toute condamnation s'il est démontré de manière concluante que l'action des autorités israéliennes était une mesure de représailles découlant de l'incident précédent.

9. Ce dernier incident nous a profondément bouleversés pour diverses raisons, l'une d'elles étant la sévérité de l'action entreprise. Nous avons déjà eu l'occasion de déplorer ici la sévérité de mesures de représailles, même lorsqu'elles faisaient suite à une provocation. Nous avons eu l'occasion ici de rappeler aux Membres de l'Organisation que, s'ils sont victimes d'une provocation de la part d'un autre gouvernement, ce qu'ils doivent faire, c'est en appeler au Conseil de sécurité. En conséquence, nous estimons que l'incident dont est saisi le Conseil est une question très importante qui doit être examinée avec le plus grand soin. Nous ne devons en aucun cas nous dérober à nos responsabilités en la matière parce que, loin de résoudre le problème, une dérobade n'aurait d'autre effet que d'en retarder la solution au détriment des parties intéressées et au détriment du monde entier.

10. La consternation de ma délégation s'est encore accrue avec les nouveaux rapports que nous venons de recevoir et qui nous informent que l'action contre les raffineries de pétrole de la République arabe unie se poursuit toujours. Ici encore, il se peut que ceux qui sont chargés de la surveillance du cessez-le-feu nous disent, lorsqu'ils feront leur rapport, que cette information était inexacte, mais il ne fait aucun doute pour aucun d'entre nous — et pour ma délégation moins que pour toute autre — qu'une situation explosive et lourde de conséquences graves pour le monde est en train de se créer rapidement au Moyen-Orient.

11. Les deux grandes puissances qui siègent au Conseil ont soumis des projets de résolution qui, à leur avis, devraient nous permettre de régler la question. Nous savons tous par expérience qu'une résolution partielle est une résolution inutile. Nous savons tous qu'une résolution qui n'a pas l'appui de l'ensemble des membres du Conseil n'a pas l'effet qu'elle devrait avoir. Il nous semble donc que ce serait manquer de sérieux, dans l'état actuel des choses, que de mettre immédiatement aux voix les projets de résolution dont nous sommes saisis. Voilà pourquoi, avec tout le respect que je dois aux représentants des Etats-Unis et de l'Union soviétique, auteurs de ces projets de résolution [S/8213, S/8212], je me permets de leur suggérer que nous en différions l'examen en cette enceinte.

12. La raison de ma proposition, Monsieur le Président, est la même que celle qui a conduit les membres permanents du Conseil de sécurité à vous faire savoir, il y a environ une semaine, qu'ils seraient heureux de toute initiative que pourraient prendre les membres non permanents du Conseil pour aider à résoudre la question du Moyen-Orient dans son ensemble. C'est pourquoi je les prie instamment, cette fois encore, de donner aux membres non permanents du Conseil la possibilité de se consulter, ce qui nous permettrait peut-être d'élaborer un projet de résolution de compromis qui ne porterait pas atteinte à la position des deux grandes puissances mais viserait à obtenir une amélioration immédiate de la situation dans la région.

13. Si nous arrêtons là, ce serait aussi, de notre part, manquer de sérieux; mais le but visé par ma délégation est, au contraire, que les membres non permanents poursuivent leurs efforts, aussitôt après, pour voir s'ils ne pourraient pas soumettre au Conseil, dans les plus brefs délais possible, un texte traitant de l'ensemble de la question arabo-israélienne.

14. En d'autres termes, je demande aux membres du Conseil, si vous me le permettez, Monsieur le Président, de bien vouloir accepter une brève suspension de séance, pour nous permettre, étant donné la gravité de la situation au Moyen-Orient, compte tenu des rapports qui nous sont parvenus ce matin et compte tenu des faits que j'ai exposés et qui font ressortir la nécessité d'une décision qui soit suivie d'effets, pour nous permettre, dis-je, d'essayer d'élaborer — en une heure de temps, par exemple — un texte auquel nous serions tous à même de souscrire.

15. Le PRESIDENT : Le représentant du Nigéria a proposé que la séance soit suspendue pour une heure environ afin de permettre aux membres du Conseil d'entreprendre des consultations en ce qui concerne la question à l'étude.

16. Conformément à l'article 33 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, une telle proposition doit être tranchée sans débat. Y a-t-il des objections à la proposition du représentant du Nigéria?

17. M. ADEBO (Nigéria) [*traduit de l'anglais*] : Je prie le Conseil de bien vouloir m'excuser d'intervenir à nouveau, mais l'un de mes collègues vient d'attirer mon attention sur l'heure. Etant donné qu'il est presque midi, et en admettant même qu'une heure nous suffise pour terminer notre tâche, il se demande s'il resterait assez de temps avant l'heure du déjeuner pour que le Conseil puisse prendre une décision sur le résultat de nos consultations. Dans ces conditions, permettez-moi de modifier ma suggestion et de proposer que nous nous réunissions après le déjeuner, à l'heure que le Président voudra bien fixer.

18. Le PRESIDENT : Le représentant du Nigéria modifie sa proposition primitive et suggère que nous nous réunissions cet après-midi. Nous pourrions donc nous réunir de nouveau à 15 heures, si les membres du Conseil sont d'accord. En l'absence d'objection, je considérerai que cette proposition est adoptée.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 11 h 50.